

Pablo Moncayo, otage des Farc depuis 1997



Pablo Emilio Moncayo

Avec son camarade José Libio Martínez capturé en même temps que lui, Pablo Emilio est probablement le plus ancien otage militaire du monde, puisqu'il a été fait prisonnier par la guérilla des Farc en décembre 97. Il avait alors 18 ans. Il en a maintenant 30 et s'il n'est pas libéré entretemps, il entamera en décembre 2009 sa treizième année de captivité.

SON HISTOIRE:

Pablo Emilio naît le 26 février 1979. Il est le fils aîné et seul fils de Gustavo Guillermo Moncayo Rincon et de María Estela Cabrera de Moncayo qui ont également 4 filles, Nora Elena, Carol Dayana, Yury Tatiana, et Laura Valentina. Cette dernière est née durant sa captivité.

Pour Pablo Emilio, il est difficile d'accéder à l'université en raison des ressources limitées d'une famille de 6 personnes. Il décide donc, pour assouvir sa passion de l'électronique, d'entrer dans l'armée, et de présenter le concours de sous-officier nécessaire pour accéder aux cours d'ingénierie électronique.

En septembre de 1996, après une formation à Tolomaidá (Tolima), il est transféré à Facatativá (Cundinamarca) dans un cours de communications.

Pour poursuivre sa formation, malgré les risques d'une situation en "zone rouge" et à 4200 mètres d'altitude, Pablo Emilio accepte une affectation à la base de radio-télécommunications de Patascoy. Là, il pourra, étape après étape, devenir un vrai professionnel de la spécialité. Cette affectation, en plus de le rapprocher de sa famille, lui permet d'améliorer son salaire. Mais moins de 3 mois après, l'attaque de Patascoy par la guérilla, le 21 décembre 1997, le plonge dans l'enfer de la captivité aux mains des FARC.

La bataille de Patascoy

(D'après le récit de Luis Alberto Castro Ascuntar, survivant libéré en juin 2000)

La tragédie commence avant l'aube, le 21 décembre 1997 quand 300 guérilleros des FARC, aux ordres de Joaquín Gómez, attaquent les 32 militaires qui occupent la base de Patascoy, à la limite entre le Nariño et le Putumayo.

L'arsenal déployé par la guérilla est tel que le sommet glacé devient vite véritablement torride comme l'enfer, illuminé par l'explosion des bombes (bonbonnes de gaz) qui n'arrêtent pas de pleuvoir.

Une vingtaine de militaires résistent à l'assaut jusqu'au lever du jour, quand, à court de munitions, ils doivent cesser le combat et se rendre. À 6 heures du matin le spectacle est dantesque, corps mutilés, écrasés au fond du ravin bordant la colline, râles d'agonie des blessés, installations pulvérisées... Les guérilleros rassemblent alors les 18 survivants et leur annoncent qu'à partir de cet instant, ils sont des prisonniers de guerre. Ils sortent d'un enfer, ils vont bientôt en connaître un autre...

Prisonnier des Farc

En juin 2001, dans le cadre des négociations de paix menées par le président Pastrana avec la guérilla, les FARC libèrent de façon unilatérale 242 militaires et policiers – mais ils gardent en détention les officiers et les sous-officiers. Pablo Emilio, qui a le grade de caporal, n'est donc pas libéré avec ses camarades.

Comme la vingtaine d'autres prisonniers "échangeables" des Farc, il attend vainement que la guérilla et le gouvernement colombien acceptent de négocier l'accord humanitaire d'échange de prisonniers qui lui permettrait de retrouver la liberté.

Son père Gustavo, professeur dans un petit village perdu du Sud de la Colombie, est maintenant connu partout comme "Le marcheur pour la Paix". Un dimanche de juin 2007, "el profesor" part à pied depuis son

village des Andes sensibiliser l'opinion au sort de son fils. Chemin faisant, la population et les médias s'intéressent à sa croisade, et c'est accompagné de milliers de manifestants qu'il arrive à Bogotá, six semaines plus tard.

En cours de route, il reçoit une première preuve de vie : une vidéo montrant Pablo Emilio, vieilli mais souriant, lisant des poèmes à sa famille et montrant ses dessins - de petits lapins colorés. Depuis, son père, promu «marcheur de la paix», continue sa croisade. Il rencontre le président colombien, parcourt grâce aux Comités Ingrid Betancourt les routes de plusieurs pays d'Europe, est reçu au Parlement Européen et par de nombreux élus locaux, et rencontre le pape Benoît XVI. Le souffle médiatique retombe vite, mais "el profesor" négocie des congés pour parcourir les routes, portant en permanence des chaînes au cou, une photo de son fils imprimée sur le ventre.

16 avril 2009 : Les Farc annoncent la libération de Pablo Emilio et d'un autre otage, de manière unilatérale

« Devant la demande réitérée de la sénatrice Piedad Cordoba, du groupe "colombiennes et colombiens pour la Paix, du professeur Moncayo et des présidents Rafaël Correa et Hugo Chavez, nous annonçons notre décision de libérer unilatéralement le caporal Pablo Emilio Moncayo et le livrer personnellement à une commission qui doit être dirigée par la sénatrice Cordoba et le professeur Moncayo, une fois qu'on aura mis au point les mécanismes qui garantissent la sécurité de l'opération », avaient annoncé les Farc le 16 avril dernier, sans que jusqu'à présent cette libération n'ait pas encore pu s'organiser.

Mais cette libération annoncée se heurte à l'opposition du président Uribe qui refuse s'abord que Piedad Cordoba participe à l'opération, avant d'accepter début juillet - mais en exigeant alors que les 24 otages politiques des Farc soient libérés en une fois, de manière unilatérale.

La situation reste bloquée jusqu'en septembre 2009, lorsque le président autorise enfin la participation de la sénatrice d'opposition à une opération de réception de l'otage par la Croix-Rouge et l'Eglise Catholique. Suite à

ce geste, les Farc envoient alors des preuves de vie de plusieurs de leurs otages, dont, le 24 septembre, une vidéo de Pablo Emilio.

24 septembre 2009 : « Monsieur le Président Uribe, ouvrez-moi la porte, je veux être libre » ...

Dans la vidéo, le caporal parle du jour de son kidnapping, il envoie ses salutations à ses parents. Et il remercie également pour leurs initiatives en faveur de sa libération, les présidents Hugo Chavez et Rafaël Carrea. Le militaire s'adresse à son père de manière émotive, lui dit qu'il est heureux de tout ce qu'il a fait pour lui et pour la libération de tous les kidnappés.

Le militaire kidnappé se déclare abandonné par le Gouvernement, et il demande au président Álvaro Uribe qu'il ne lui dénie pas le droit à la liberté. En outre, il déclare au Chef d'État qu'il souhaite être enfin libre. « *Ouvrez la porte s'il vous plaît, je veux être libre !* » lui envoie-t-il.

Moncayo explique qu'il a été isolé depuis cinq mois des autres kidnappés. Il se déplace sans arrêt dans la forêt, et il ajoute qu'il se sent menacé par la présence militaire.

Dans l'attente d'une libération

Au moment où ces lignes sont écrites, on est toujours dans l'attente du dénouement. Piedad Cordoba a déclaré que la libération pourrait se produire encore en octobre ; par contre le vice-président de Colombie, Francisco Santos Calderón, a marqué son scepticisme, en réaffirmant que le gouvernement colombien « n'était pas disposé à donner de l'oxygène politique à la guérilla ».

La Colombie de Pablo Emilio

Les pages qui suivent ne donnent pas une idée complète de ce pays, très attachant par de nombreux aspects.

Ce sont simplement quelques photos, quelques chiffres qui décrivent des situations réelles - le plus souvent évoquées également dans la presse colombienne et internationale - concernant la situation humanitaire du pays.

Mais ces chiffres, cette situation, il faut les connaître pour appréhender la complexité du problème qui nous préoccupe : la libération des milliers d'otages encore détenus en Colombie et, d'une manière générale, la solidarité avec les innombrables victimes de la violence dans ce pays.



Les Colombiens sont près de 44 millions de personnes parmi lesquelles une énorme majorité, tout comme les Européens quelques décennies auparavant, ne rêvent que de paix et de réconciliation.

C'est une nation qui comme d'autres sait aussi rayonner sur la scène internationale, et ce dans différents domaines : l'art, la littérature, la science, le sport...

Malheureusement il y a aussi une réalité, parfois difficile à admettre, qui ternit l'image de ce pays. Pour la combattre, il faut d'abord la connaître, la reconnaître, la comprendre...

Plus de 3000 séquestrés en Colombie



Un véritable scandale humanitaire et donc politique : des milliers d'hommes de femmes, d'enfants - parfois des bébés - sont, encore en ce moment, séquestrés en Colombie.

La médiatisation créée autour d'Ingrid Betancourt a faussé en Europe l'image de ce fléau. Beaucoup s'imaginent ici que les séquestrés sont le plus souvent des otages politiques, et qu'ils sont détenus en majorité par la guérilla des Farc.

En réalité, à de rares exceptions près, tous les séquestrés sont des otages purement "économiques". Enlevés par des bandes criminelles ou par l'un ou l'autre groupe armé illégal, ils ne recouvreront leur liberté que si leur famille paie une rançon souvent énorme.

On croit que les Farc et l'Eln (une autre guérilla marxiste) en détiennent aujourd'hui 7 à 800. Le reste a été enlevé par des groupes de délinquants sans aucune motivation politique. Entre 10 à 20% des kidnappés auraient moins de 18 ans.

Les témoignages de ceux qui ont été libérés et, dans le cas des otages « politiques » des Farc, les vidéos envoyées comme preuves de vie par leurs ravisseurs eux-mêmes, montrent de manière évidente que dans la presque totalité des cas, les séquestrés sont détenus dans des conditions épouvantables, mal nourris, privés de soins médicaux, parfois enchaînés comme des animaux ou forcés de survivre dans des espaces exigus durant de longues périodes.

Les séquestrés "échangeables"



Politiques, élus, militaires, représentants d'une autorité publique, ils constituent parmi tous les captifs, une "monnaie d'échange" que la guérilla des Farc (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) a mis en avant pour obtenir, contre leur libération, celle de plusieurs centaines de guérilleros emprisonnés.

Au moment de l'enlèvement d'Ingrid en février 2002, les otages échangeables étaient au nombre de 61. Depuis lors, quelques-uns ont réussi à s'évader, d'autres sont décédés de maladies tropicales et de manque de soins, certains ont été abattus lors de tentatives de sauvetage par l'armée ou ont été assassinés par leurs gardiens.

Depuis le début de 2008, plusieurs d'entre eux ont pu être libérés suite à l'intervention du Président Chavez du Venezuela et de la sénatrice colombienne d'opposition, Piedad Cordoba. Une quinzaine dont Ingrid Betancourt ont été libérés en juillet 2008 dans une opération des services secrets colombiens.

Les derniers civils qui faisaient partie de ce groupe d'otages ont été libérés en février 2009, mais les Farc détiennent toujours un certain nombre de militaires et de policiers qu'ils considèrent comme des prisonniers de guerre. En septembre 2009, ils sont encore au nombre de 22, dont les deux plus anciens : Pablo Emilio Moncayo et Jose Libio Martinez, retenus prisonniers depuis le 21 décembre 1997.

En septembre 2009, le délégué en Colombie du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits Humains considérait que « l'utilisation de la séquestration comme méthode de guerre, le traitement cruel, inhumain et dégradant des otages, et une captivité prolongée pourraient être considérés comme un crime contre l'humanité ».

Seul espoir des familles : l'accord humanitaire



Jusqu'à février 2009, les otages "échangeables" des Farc comprenaient à la fois des politiques - comme Ingrid Betancourt - et des prisonniers en uniforme.

Pour ces derniers - guérilleros, soldats et policiers - un échange de prisonniers peut être considéré comme une " simple " application du Droit International Humanitaire. En Colombie, de pareils échanges ont eu lieu à plusieurs reprises dans le passé entre le gouvernement et la guérilla.

Mais cet échange ne pouvait en aucun cas concerner les otages politiques qui sont, eux, des civils. Depuis 2008, sous l'impulsion de la sénatrice colombienne Piedad Cordoba et du groupe d'intellectuels "Colombianos por la Paz", tous les civils otages politiques des Farc ont maintenant été libérés sans contrepartie.

Pourtant, en ce moment, la conclusion d'un accord humanitaire reste malheureusement très improbable : si les Farc ont manifesté leur volonté de négocier et ont maintenant abandonné la majeure partie de leurs exigences initiales (création d'une zone démilitarisée), le gouvernement colombien refuse toujours toute idée de négociation et exige de la guérilla des Farc une libération unilatérale de tous leurs prisonniers, sans contrepartie.

En septembre 2009, un délégué de l'ONU a estimé que « l'utilisation de la séquestration comme méthode de guerre, le traitement cruel, inhumain et dégradant des otages, et une captivité prolongée (...) pourraient être considérés comme un crime contre l'humanité ».

La Colombie : une démocratie empêchée



Grande comme deux fois la France, la Colombie est riche de formidables ressources naturelles et humaines. Mais c'est un pays riche peuplé de pauvres : 15.000 personnes possèdent plus de 61% des richesses du pays, et 55% des 44 millions d'habitants ne gagnent même pas le salaire minimum.

C'est un pays où les gens se sentent heureux et le proclament, mais c'est un pays où règne la violence : il s'y commet quinze mille homicides par an – la première cause de décès des hommes adultes. On estime à quatre mille le nombre de tueurs à gages qui sont au service des trafiquants de drogue.

Car la Colombie est le plus grand producteur mondial de cocaïne (300 à 700 tonnes / an) - avec une montée de la production d'héroïne: 7 milliards de \$ d'argent sale par an, souvent blanchi chez nous !

Bien qu'officiellement la presse y soit libre, ce pays compte le plus grand nombre de journalistes assassinés au monde : au moins 114 d'entre eux ont été tués entre 1985 et 2006. Ces crimes sont attribués aux narcotrafiquants, aux paramilitaires et à la guérilla, et ils restent en général impunis

Malgré tout, la Colombie est dotée, officiellement, de tous les attributs formels d'un régime démocratique; c'est même la plus ancienne démocratie d'Amérique du Sud. Mais un pays où la corruption est endémique et touche tous les niveaux de l'Etat, où l'appareil judiciaire peine à garder son indépendance, et où un conflit armé sanglant sévit depuis près de 50 ans, peut-il être une véritable démocratie ?

Un conflit armé qui dure depuis près de 50 ans



Ce conflit interne qui fait des dizaines de milliers de victimes chaque année ne donne pas lieu à des batailles rangées, mais il s'enracine dans de profondes inégalités matérielles et sociales, dans une culture de violence ancienne et dans une pratique politique dépassée.

C'est une guerre qui ne dit pas son nom. Selon le président Uribe qui s'aligne sur la conjoncture post-11 Septembre et sur le discours de « croisade antiterroriste », « il n'y a pas en Colombie de conflit armé, mais une simple menace terroriste ».

Plutôt qu'une guerre civile, c'est une guerre contre les civils, qui sont les principales victimes du conflit qui oppose les guérillas, l'armée colombienne et les milices paramilitaires.

Et c'est surtout une guerre sale, dans laquelle tous les acteurs armés, légaux et illégaux, violent le principe de distinction entre les combattants et les non combattants, au mépris de la vie et de la dignité de la population civile.

Les guérillas d'extrême gauche



Contestant au début des années 60 l'ordre politique et social établi et prônant la révolution, elles n'ont pas su prendre la mesure des changements géopolitiques intervenus dans le monde depuis.

Elles survivent notamment par le recours au kidnapping, au racket et à l'extorsion ; une bonne partie de leurs ressources provient de l'impôt qu'elles prélèvent sur le trafic de drogue.

Les groupes principaux sont les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) qui détenaient Ingrid Betancourt et qui détiennent encore plusieurs otages " échangeables ", ainsi que l'Eln (Armée de libération nationale).

Si les Farc ont subi récemment plusieurs coups très durs (décès de leur chef historique Manuel Marulanda, exécution par l'armée colombienne et en territoire équatorien de Raul Reyes, leur porte parole international, et également la libération spectaculaire d'Ingrid Betancourt, de trois otages nord-américains et de 11 autres otages par les services secrets colombiens, ils n'en restent pas moins une force encore redoutable et bien implantée dans le pays.

Les paramilitaires d'extrême droite



Originaires des milices privées de grands propriétaires terriens et de narcotrafiquants, ils contrôlèrent 60% du trafic de drogue en Colombie. Supplétifs de l'armée pour mener la " guerre sale " contre la guérilla, ils sont

d'après Amnesty International responsables de 70% des atteintes aux Droits Humains dans ce pays.

A ce jour, ils ont reconnu 21.000 assassinats (opposants, militants de gauche, syndicalistes, indigènes et paysans...), et environ 2.000 fosses communes ont été localisées. Une goutte d'eau dans l'océan des violences colombiennes, selon les agences de protection des droits de l'Homme, qui considèrent des statistiques se situant plutôt aux alentours des 70 000 victimes.

En 2005, une loi " Justice et Paix " proposée par le président Uribe et fortement critiquée par de nombreuses organisations de défense des Droits de l'Homme, leur garantit une grande impunité en échange de leur démobilisation.

Depuis lors, on a assisté à une large recombinaison du phénomène paramilitaire avec les mêmes éléments qui étaient présents au début des années quatre-vingt-dix : trafic de drogue, extorsion, exécutions sommaires, vol de terres avec déplacement forcé et intervention dans la gestion de l'État.

Car les paramilitaires ont très largement infiltré le milieu politique en Colombie : en 2008 a éclaté le scandale dit « para politique », qui concerne environ 80 membres du Congrès - parmi lesquels 90% comptent parmi les proches du président Uribe - qui sont maintenant poursuivis ou condamnés pour leurs liens avec les paramilitaires.

Les forces de sécurité



Fortement soutenues par les USA et bénéficiant d'un budget militaire représentant en 2007 6,1% du PIB (un ratio parmi les plus élevés au monde - il était de 3,6% en 1999), les forces de sécurité sont, avec près d'un demi-million de combattants, l'armée la plus importante et la mieux équipée en Amérique

Latine.

En Colombie, tous les acteurs armés, légaux et illégaux, se sont rendus responsables de graves violations des Droits de l'Homme. C'est aussi, malheureusement, le cas de certaines unités de l'armée colombienne qui a, de plus, souvent maintenu des liens équivoques avec les groupes paramilitaires d'extrême-droite.

Des organisations non gouvernementales colombiennes ont régulièrement dénoncé les «viols», «meurtres» et «exécutions extrajudiciaires» commises par l'armée contre les peuples indigènes de ce pays.

En 2009 a éclaté le scandale appelé des « faux positifs » : des personnes kidnappées par les forces de sécurité qui leur ont fait endosser des uniformes de la guérilla et les ont ensuite exécutées, "simplement" pour démontrer que l'Armée était en train de gagner la « lutte contre le terrorisme ».

A en croire le discours officiel, il s'agirait de "cas isolés", qui ne sauraient mettre en cause l'institution militaire. Mais en juin 2009, Philip Alston, le rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, a clairement accusé l'armée colombienne d'avoir exécuté systématiquement ces civils, et de ne pas admettre "l'ampleur" du problème. Selon lui, "le nombre de cas, leur répartition géographique et la diversité des unités militaires impliquées indiquent que ces exécutions ont été menées de manière plus ou moins systématique, par un nombre significatif de personnes au sein de l'armée".

Plus de quatre millions de déplacés



Depuis 1985, plus de quatre millions de personnes ont été forcées d'abandonner leur domicile sous la pression des groupes armés - principalement les groupes paramilitaires, mais également les guérillas et l'armée colombienne. Plus de la moitié de tous les civils déplacés sont des enfants.

Les chiffres continuent à augmenter : en 2008, on a dénombré officiellement 380.000 nouveaux déplacements. Selon un récent rapport d'Amnesty International, la Colombie occupe le deuxième rang mondial en matière de déplacement de population, presque à égalité avec le Soudan.

On trouve parmi eux une proportion importante d'afro colombiens et d'indigènes. Dans de nombreux cas, on constate que les terres abandonnées ont été directement "récupérées" pour y implanter, illégalement mais avec la bienveillante complicité de l'Etat, des mégaplantations de palme africaine sur les territoires collectifs ancestraux de communautés paysannes afro-colombiennes.

Le programme de " réinsertion rurale " mis en place par le gouvernement, risque de permettre aux paramilitaires "démobilisés" de conserver la main mise sur les millions d'hectares de terres qu'ils ont volées. Des centaines de milliers de personnes devront donc choisir entre rester loin de chez eux, ou rentrer et vivre avec ceux-là mêmes qui les ont torturées, violées ou tué leurs proches.

Des milliers de " disparus "



Selon Amnesty International, « tandis que la grande majorité des pays latino-américains ont surmonté cette triste histoire, la Colombie continue à être le seul pays où la disparition forcée est un événement continu et périodique »

Le nombre de personnes qui « ont disparu » en Colombie au cours des dernières années est beaucoup plus important que ce qu'on croyait. En 2000 la justice avait investigué sur 3500 « disparitions ». En 2008 le nombre est monté à 15.600. La FIDH (Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme) et d'autres ONG parlent maintenant de plus de 30.000.

Arrêtées par la police, l'armée ou les paramilitaires à cause de leurs activités sociales ou syndicales, de leurs actions pour la défense des Droits de l'Homme ou pour leur soutien présumé à la guérilla, elles ont ensuite disparu sans laisser de traces. On estime aujourd'hui qu'il se produit encore une disparition forcée tous les deux jours.

Autre type de « disparition » découvert récemment : les « *faux positifs* ». En 2009, on enquêtait sur un millier de cas qui impliqueraient presque 2000 personnes kidnappées par les forces de sécurité, puis assassinées après leur avoir fait endosser des uniformes de la guérilla.

Des défenseurs des Droits Humains menacés



Partout en Colombie, même dans les régions les plus reculées, les défenseurs des Droits Humains mènent courageusement leur travail. Grâce à eux, de nombreuses violations des droits humains commises dans ce pays ont pu être révélées au grand jour.

Mais tout un climat de peur est créé pour les décourager. Ces militants font l'objet de nombreuses menaces, d'actes d'intimidation, de campagne de diffamation, etc. La majorité de ces attaques sont commises par certains membres des forces de sécurité et par leurs alliés paramilitaires ; d'autres exactions sont commises par les guérillas.

En mars 2009, Amnesty International interpelait les autorités colombiennes, les accusant de se servir du système judiciaire du pays pour faire obstacle au travail légitime des défenseurs des droits humains, qui sont régulièrement victimes de menaces, d'agressions physiques et de poursuites judiciaires non fondées. Leurs agresseurs sont rarement présentés à la justice. Ces attaques visent souvent à les bâillonner et à les empêcher d'exposer au grand jour les violations des Droits Humains et les liens existant entre les forces de sécurité et les paramilitaires.

Ces attaques sont une caractéristique du conflit qui ravage depuis quarante ans la Colombie. Plus d'une dizaine de défenseurs et 46 syndicalistes ont été tués pour la seule année 2008.

Les peuples indigènes : persécutés



La population indigène en Colombie compte environ un million de personnes, avec 18 ethnies comptant moins de 200 membres et 18 autres moins de 500. Il s'agit de peuples en voie d'extinction, qui sont de plus victimes d'une lutte pour leur territoire et ses richesses, et qui sont la cible de tous les groupes armés du pays : militaires, paramilitaires et guérilleros.

Cette violence n'est pas seulement le résultat d'activités liées au commerce des armes ou des stupéfiants. Leurs terres sont convoitées pour la réalisation de projets agro-industriels et d'exploitation minière et ils sont contraints à des déplacements forcés avec des tactiques comme le massacre.

Assiégés par l'Armée qui les oblige à coopérer dans la lutte contre les Farc, assassinés par les Farc qui les éliminent parce qu'ils coopèrent avec l'armée, persécutés par les paramilitaires au service d'intérêts économiques et politiques, et traqués par les narcotrafiquants et les marchands d'armes, les indigènes n'ont souvent d'autre choix que de quitter leurs villages.

Pourtant, des lois devenues constitutionnelles ont été promulguées pour améliorer leur sort. Elles stipulent que les indigènes représentent l'autorité dans les zones qu'ils habitent (les réserves) et que le sol et sous-sol de ces régions leur appartiennent.

Mais l'Etat lui-même viole sa propre Constitution et il est fréquent que des acteurs privés illégaux attaquent les indigènes avec le consentement et même l'autorisation déguisée de l'Etat, dans le but de déposséder ces indigènes de leur terre et de ses richesses.

Le viol comme arme de guerre



En Colombie, tous les groupes armés : les forces de sécurité du gouvernement, les groupes paramilitaires et les guérilleros, utilisent la violence sexuelle comme arme pour intimider et terroriser les femmes.

Les femmes sont assassinées, persécutées, torturées et forcées de prendre les armes, juste comme n'importe quel homme, mais elles sont également les victimes des formes atroces de violence sexuelle qui se sont développées dans le conflit armé, dans lequel le viol est devenu normal et une arme très efficace.

Beaucoup de femmes refusent de dénoncer formellement ces crimes car elles redoutent une revanche, la honte, et elles craignent même pour leurs propres vies et pour celle de leurs proches. De plus, le manque complet de confiance qui existe envers le système judiciaire colombien signifie que même les quelques femmes qui voudraient déposer plainte sont empêchées de le faire.

Suite à la pression des organisations de défense des droits des femmes, l'Etat a mené des enquêtes sur 183 cas de violence sexuelle contre des femmes dans le conflit colombien. Cependant, lorsque l'on considère que deux millions environ de femmes ont été déplacées en Colombie, dont une sur cinq a été forcée de quitter sa maison à cause de violences sexuelles, on peut estimer qu'il y aurait probablement quelque 400.000 cas de crimes sexuels qui ont été commis dans le pays, et qui restent largement impunis.

Des « communautés de paix »



Des populations paysannes prises dans les feux croisés des acteurs armés (guérilla, paramilitaires, armée) ont fait le choix de la non-violence, depuis plus de 10 ans, et sont soutenues par des collectifs d'ONG colombiennes et étrangères.

Face à l'appropriation de leurs terres, aux atteintes à leur milieu naturel et à leurs cultures, elles se sont organisées collectivement pour défendre leur non implication dans le conflit et ouvrir une voie vers la démocratie et la paix.

Les communautés de paix, qui vivent de façon autonome, regroupent aujourd'hui plus de 5 000 personnes. Mais leurs membres ont souvent payé très cher leur position de principe ; ces « communautés en résistance » sont depuis des années la cible d'attaques menées par les forces de sécurité colombiennes, par les paramilitaires et par les mouvements de guérilla.

La plus connue d'entre elles, celle de San José de Apartadó a été fondée en mars 1997. Depuis lors, plus de 170 de ses membres ont été tués ou victimes d'une disparition forcée. En 2009, la communauté a commémoré le quatrième anniversaire du massacre de huit de ses membres, le 21 février 2005. L'enquête judiciaire avait conclu à l'implication d'agents des forces de sécurité et de paramilitaires dans ces meurtres.